

Léa Cherki - Alice Marchal - Sadio Sissoko

AUX ORIGINES DU 1%
LOGEMENT,
HISTOIRE D'UN
COMPROMIS RÉPUBLICAIN



Hélène Frouard,
Revue Française des affaires sociales
2005



HÉLÈNE FROUARD

- Diplôme d'Etudes Approfondies en Histoire
Agrégation d'histoire
- Thèse : « Les politiques patronales de logement : de l'initiative privée au devoir national »
- 2005 : rédactrice indépendante
Secrétaire scientifique à l'institut de l'Histoire de l'Aluminium
- 2006 : entrée au CNRS
- Spécialiste logement/politiques du logement



REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

- Créée en 1967
Ministère des Affaires Sociales et de la Santé
- Revue trimestrielle
- 1 ou plusieurs thèmes
Relu par un comité de lecture
- Trouvables sur Cairn Info
- Revue n°3 de 2005,
Thème : « Politiques sociales - Politiques sanitaires -
Société »



IDÉE MAITRESSE

- Entre les besoins des industriels et des exigences sociales :
une coopération Etat/Patronat qui aura longtemps été difficile



AUX ORIGINES DES 1% LOGEMENT

Démonstration



ÉTAT ET INDUSTRIELS : 2 PARTENAIRES AU COUDE À COUDE

- Etat → mauvaises conditions de logement
 - Industriels → logements de leurs ouvriers
 - Loi de 1884 : noue les rapports entre État et industriels
 - Mesures :
 - Comités locaux d'HBM (Habitations à Bon Marché)
 - Facilités de crédit
- Soutien et encouragement à l'initiative privée

PATRONAT, ACTEUR NATUREL DES POLITIQUES DU LOGEMENT

- Difficulté de l'Etat à résoudre la crise du logement après la guerre
 - Etat : 66 433 logements HBM construits/450 000 logements pendant la guerre
 - Importance quantitative de l'effort patronal en matière de construction de logements : 334854 logements
- Contraste saisissant entre Etat et Patronat

UNE ARTICULATION INTROUVABLE

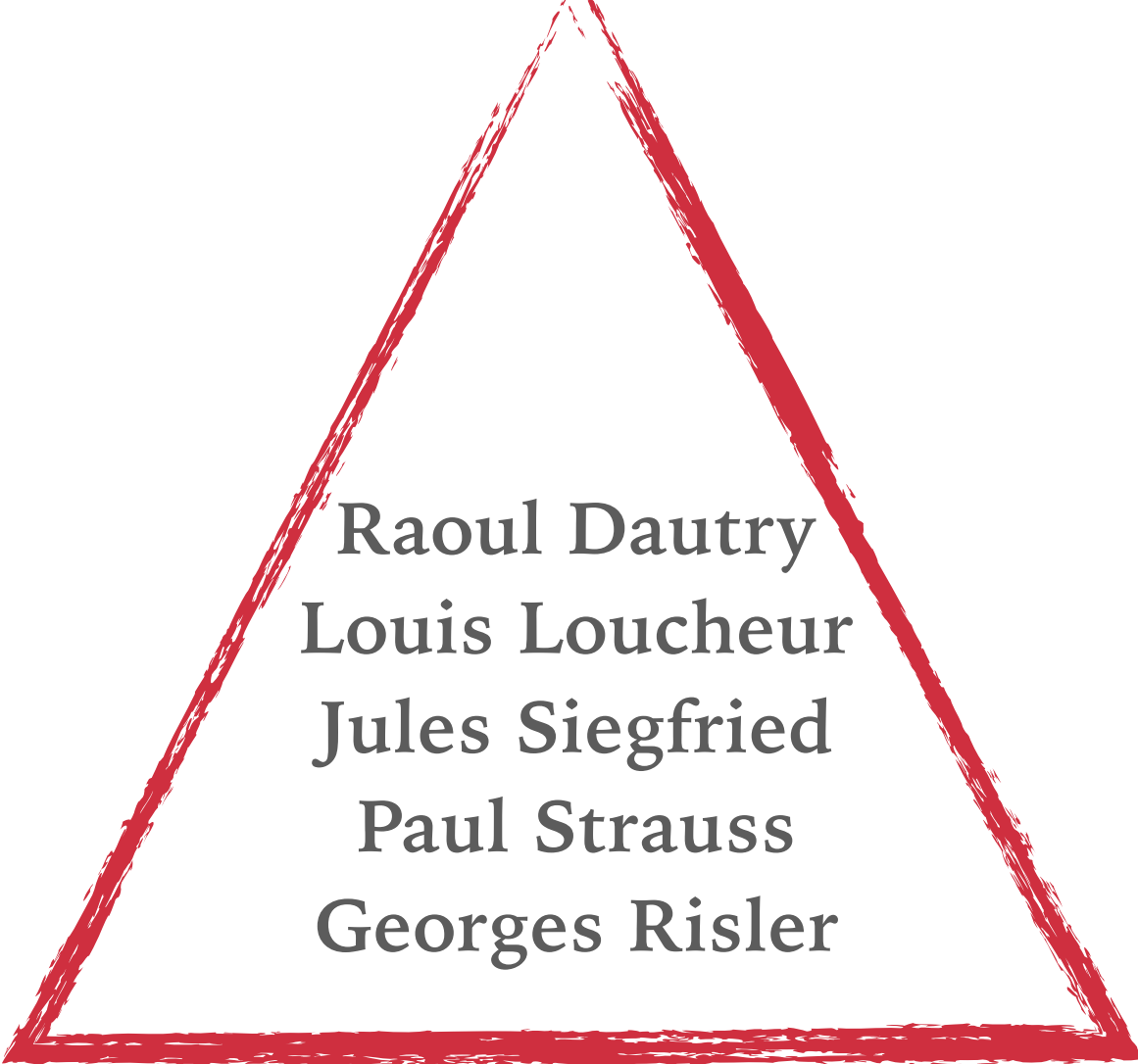
	Etat	Patronat
Intérêt	Considérations sociales	Considérations économiques
Normes logements	Logement décent Coût raisonnable Stabilité	Pas forcément décent
Public visé	Familles non propriétaires sans logement, logements insalubres	Ouvriers, cadres, médecins, ouvriers, étrangers
Statut des occupants	Privilégier l'accession à la propriété rempart protecteur	Fragilité d'occupation « élément accessoire au contrat de travail »

UNE ARTICULATION IMPOSSIBLE ENTRE INVESTISSEMENT PATRONAL ET LÉGISLATION HBM

- Equilibre financier difficilement atteignable
- Contrôle administratif perçu comme une ingérence aux affaires privées
- Peu enclins à promouvoir l'accèsion à la propriété

DES ACTEURS IMPORTANTS

Sphère gouvernementale



Raoul Dautry
Louis Loucheur
Jules Siegfried
Paul Strauss
Georges Risler

Univers des
HBM

Monde des
affaires

NOUVEAUX PROJETS

- Faiblesse des fonds publics
- Participation financière du patronat au prorata du nombre de salaires employés
 - Opposition forte des entrepreneurs, « impôt nouveau »

PRISE DE CONSCIENCE DES INDUSTRIELS

- Pression constante de la société et de l'État
- Emergence des expériences collectives (cités jardins, chambres de commerce)
 - Réponse collectif des industriels au problème du logement
 - Réponse alternative aux projets de taxation : plus de caractère contraignant mais adhésion volontaire et gestion autonome

NAISSANCE DU 1% LOGEMENT

- Expérience du Comité Interprofessionnel du Logement à Roubaix en 1942
- Participation d'une cotisation égale à 1% des salaires déclarés aux caisses de compensation → construction de nouveaux logements
- Loi 11 juillet 1953 Obligation d'investir au moins 1% des salaires payés au cours de l'exercice MAIS liberté quant au mode d'investissement lui-même
 - Compromis entre logiques libérales et logiques sociales

CONCLUSION DE LA DÉMONSTRATION

- L'histoire des 1% :
 - Rend compte du caractère mouvant des «équilibres entre les acteurs
 - Témoigne de la présence, dans la construction de notre système de protection sociale, d'autres majeurs « qui font l'action de l'Etat, une interaction »

PERSPECTIVES ET CRITIQUES

- Texte scientifique → Difficilement critiquable
- Critique dans son analyse →
1% logement = unique réforme du privé en matière de logement
- Enjeux pour les entreprises → Ne pas perdre employés formés au profit d'une autre entreprise
- PEEC (Participation des Employeurs à l'Effort de Construction) → Permet de regrouper toutes les actions des entreprises dans les logements pour ses employés

PERSPECTIVES ET CRITIQUES

- Cette cotisation prend la forme de :
 - investissements dans des logements
 - prêts à taux réduits
 - versement à un organisme collecteur
- Depuis 2005 :
 - réforme de la loi 1%
 - mise en oeuvre des politiques de l'ANRU et ANHA
 - utilisation en fonction des priorités du gouvernement du PEEC
- Réforme effective au 1^{er} janvier 2017

CONCLUSION

- Si l'action des entreprises privée n'a pas été évidente (intérêts divergents entre privé et Etat), l'Etat garde la main mise sur les politiques de logement